

*[Text]*

South African government has (a) granted independence to Namibia on the basis of Security Council Resolution 435 of 1978, or some internationally acceptable alternative; and (b) implemented a minimum, but defined, list of fundamental changes as advocated by responsible church, community, business and trade union leaders of all races within South Africa.

The evidence of good faith required should include: the full restoration of a common South African citizenship to all citizens of the Bantustans, to carry through with what they have said on that; the institution of a common educational system for all; the abolition of the pass laws, influx control, forced population removals, and the enforced separation of families; an end to arbitrary bannings, detention without trial, and official torture and terrorism; the unconditional release of Nelson Mandela and all political prisoners; and the convening of a fully representative national convention to negotiate a new constitutional framework for a genuinely democratic and non-racial society.

Further, we recommend that Canada should also promote and support international efforts to increase assistance to organizations which act in a peaceful manner to attain the abolition of apartheid, as well as to the victims of this system.

The Canadian government should also support initiatives to ensure that well-researched, factual information is available to the Canadian public, schools, universities, and other organizations in order to counter the active South African government propaganda program in Canada.

South Africa has succeeded in defusing international media coverage, to the extent that most of the reports on unrest are now put out by the South African police.

Information on fundamental issues should be made more readily available. Any debate in Canada on the issues of apartheid is not complete without hearing from the recognized leaders of the majority of the population. This, of course, includes the African National Congress.

Canadian organizations which promote and support in a peaceful manner the dismantling of apartheid should be considered to be charitable by the Government of Canada. In assessing any program of action on South Africa, we consider the following to be principal factors which must be taken into account if Canada is to have a chance to help stem the bloodshed which has already begun.

Developments this past year have demonstrated that previous policies and actions have been ineffective. The South African problem is apartheid. The resolution of the growing conflict lies in the abolition of apartheid, not in its so-called reform.

The oppressed majority will no longer tolerate, peacefully and patiently, the arbitrary exercise of government power. This qualitative change in the social and political atmosphere must be recognized.

*[Translation]*

sévères contre l'Afrique du sud tant que son gouvernement n'aura pas: (a) accordé son indépendance à la Namibie, conformément à la résolution 435 de 1978 du Conseil de sécurité ou n'ait offert quelque autre solution à l'échelle internationale; et (b) n'ait mis en oeuvre une liste précise de réformes minimales comme le demandent les dirigeants des Églises, de la communauté, du monde des affaires ainsi que les chefs syndicaux de toutes races de l'Afrique du sud.

Pour prouver sa bonne foi, le gouvernement d'Afrique du sud devrait notamment: redonner, comme il l'a promis, une citoyenneté sud-africaine commune à tous les citoyens des Bantoustans; créer un système d'éducation commun pour tous; abroger les lois concernant les laissez-passer, le contrôle de l'immigration, les déplacements forcés de population et la séparation obligatoire des familles; mettre fin à l'assignation à résidence, à la détention sans procès, à la torture officielle et au terrorisme; libérer sans condition Nelson Mandela; tenir une convention nationale réellement représentative en vue de négocier le nouveau cadre constitutionnel d'une véritable société démocratique et non raciste.

Nous recommandons également que le Canada encourage et appuie les efforts internationaux visant à intensifier l'aide aux organisations qui tentent, par des moyens pacifiques, de supprimer l'apartheid et de venir en aide aux victimes de cette politique.

Le gouvernement canadien devrait également appuyer toutes initiatives visant à mieux informer le public canadien, y compris les écoles, les universités et les autres organismes, afin de contrer la propagande menée activement au Canada par le gouvernement d'Afrique du sud.

Le gouvernement sud-africain a en effet réussi à étouffer la presse internationale puisque la majorité des reportages sur les événements qui s'y produisent sont dorénavant censurés par la police de ce pays.

Il faut donc que le public canadien soit mieux informé sur cette situation. Dans cette optique, il serait souhaitable de connaître le point de vue des dirigeants reconnus de la majorité de la population, notamment, bien sûr, des représentants du Congrès national africain.

Le gouvernement canadien devrait donner le statut d'oeuvres de charité à tous les organismes canadiens qui préconisent, par des moyens pacifiques, le démantèlement de l'apartheid. Dans son évaluation de tout programme d'aide à l'Afrique du sud, le Canada devrait surtout tenir compte des facteurs énumérés ci-après, s'il veut vraiment participer aux efforts déployés pour endiguer l'effusion de sang.

Les événements de l'été dernier ont démontré l'inefficacité des politiques et des mesures antérieures. Le problème de l'Afrique du sud est l'apartheid. La solution à l'escalade des conflits repose sur la suppression de l'apartheid et non dans ce que l'on appelle sa réforme.

La majorité opprimée ne tolérera plus désormais paisiblement et patiemment l'exercice arbitraire du pouvoir gouvernemental. Il faut absolument reconnaître ce changement qualitatif dans le climat social et politique de ce pays.